

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 20 - 23 mai 2002

NOTES D'INFORMATION

NOTE D'INFORMATION SUR L'ALIMENTATION SCOLAIRE



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2002/INF/6
16 mai 2002
ORIGINAL: ANGLAIS

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

INTRODUCTION

1. S'appuyant sur près de 40 années d'expérience et avec l'appui du Gouvernement des États-Unis, le Programme alimentaire mondial a lancé en 2000 une campagne mondiale pour l'alimentation scolaire. Cette campagne a pour objectif d'inciter les gouvernements du monde entier à mettre en place des programmes nationaux d'alimentation scolaire fournissant des aliments nutritifs à tous les enfants qui en ont besoin.
2. L'alimentation scolaire répond aux engagements suivants de la communauté mondiale:
 - "L'éducation pour tous" (Déclaration de Jomtien de 1990 et Programme de Dakar d'avril 2000);
 - réduction de moitié de la faim dans le monde d'ici à 2015 (Sommet mondial de l'alimentation, 1996);
 - centrage d'au moins 50 pour cent de toutes les ressources destinées à l'éducation sur les filles et sur les femmes (Beijing +5, 1995);
 - amélioration de l'éducation, de la nutrition et des conditions sanitaires de tous les enfants (Sommet mondial pour les enfants, 1990).
3. Une enquête effectuée en 2001 et portant sur 4 004 écoles bénéficiant de l'aide du PAM a fait apparaître les avantages suivants:
 - **Augmentation de la scolarisation:** au plan mondial, la scolarisation a augmenté de 10,5 pour cent dans les écoles recevant une aide du PAM en 2001 (et de 31,5 pour cent au cours de la période 1998–2001).
 - **Réduction de l'écart entre la scolarisation des filles et la scolarisation des garçons:** la scolarisation des filles dans les écoles aidées par le PAM a augmenté de 13,03 pour cent en 2001, celle des garçons de 7,98 pour cent (l'augmentation globale de la scolarisation pour la période 1998–2001 a été de 39,09 pour cent pour les filles et de 23,94 pour les garçons).
 - **Stabilisation de la fréquentation scolaire:** la fréquentation scolaire est demeurée stable tout au long de l'année scolaire, même pendant les saisons d'intense activité agricole. La fréquentation moyenne en 2001 a été de 84 pour cent pour les filles et de 81 pour cent pour les garçons.
 - **Amélioration de l'apprentissage:** plus de 88,66 pour cent des enseignants et plus de 90,66 pour cent des élèves sur lesquels a porté l'enquête ont indiqué que la fourniture d'aliments améliorerait notablement ou très notablement l'apprentissage des élèves.
 - **Participation de la communauté et des parents:** 77,3 pour cent des parents apportent une contribution en espèces ou en nature au programme d'alimentation scolaire bénéficiant de l'aide du PAM.
 - **Participation des femmes aux décisions concernant l'école:** des femmes siègent aux comités de 79,3 pour cent des associations de parents-enseignants.
 - **Amélioration des conditions scolaires:** les rapports élèves-enseignant et élèves-salle de classe s'aggravent temporairement pour s'améliorer ensuite. Cela montre que des enseignants supplémentaires et de nouvelles salles de classe sont progressivement fournis pour tenir compte de l'augmentation du nombre d'élèves et qui suit l'introduction des programmes d'alimentation scolaire bénéficiant de l'aide du PAM. Au cours de la période allant de 1998 à 2000, le rapport élèves-enseignant a augmenté



en moyenne de 7,59 pour cent par an, mais il s'est accru de seulement 1,78 pour cent en 2001. Le rapport élèves-salle de classe au cours de la même période a augmenté en moyenne de 5,65 pour cent par an, mais seulement de 1,44 pour cent en 2001.

- **Une plus grande efficacité:** il est évident que les apports et les activités d'autres donateurs complètent les aliments fournis par le PAM, ce qui renforce les résultats positifs de l'alimentation scolaire. Les donateurs ont fourni une aide —parfois avec le parrainage du gouvernement— pour l'amélioration des services de santé dans 57,19 pour cent des écoles, l'achat de matériel et de livres dans 46,34 pour cent des écoles, l'amélioration de l'infrastructure dans 35,91 pour cent des écoles et la formation d'enseignants dans 35,53 pour cent des écoles.
4. En 1999, 11,9 millions d'enfants répartis dans 52 pays bénéficiaient de programmes d'alimentation scolaire. En 2000, l'alimentation scolaire assurée par le PAM atteignait 12,3 millions d'écoliers répartis dans 54 pays; en 2001, on comptait un peu plus de 15 millions de bénéficiaires dans 57 pays.

FINANCEMENT

5. En 2001, les Gouvernements de la France, du Honduras, de l'Italie et de la Suisse ainsi que l'Union européenne (par le biais de l'Office humanitaire de la Communauté européenne (ECHO) et d'EuropeAid) ont fourni des contributions spécifiquement destinées aux activités d'alimentation scolaire du PAM. Une organisation non gouvernementale (ONG) japonaise, un donateur japonais privé et la *Cargill Corporation* ont également fourni des contributions. Le Canada a indiqué qu'il maintiendrait son appui aux activités de déparasitage. En 2002, les Gouvernements d'Andorre, de la France et de l'Allemagne et les Amis du PAM (États-Unis) ont apporté une contribution à l'alimentation scolaire.
6. En 2001, le don du Gouvernement des États-Unis à l'alimentation scolaire s'est monté à 96 millions de dollars et a permis d'aider 23 pays. En 2002, ce même gouvernement a offert au PAM environ 27 millions de dollars pour maintenir les activités d'alimentation scolaire. Les derniers détails de cette contribution sont encore en discussion pays par pays.
7. En mai 2002, le Congrès américain a voté une loi sur le Programme international George McGovern-Robert Dole pour l'alimentation en faveur de l'éducation et de la nutrition infantile. Cette loi prévoit l'apport régulier d'un appui aux initiatives internationales d'alimentation scolaire jusqu'en 2011 et fixe à 100 millions de dollars le montant initial du financement pour 2003.

ACTIVITÉS DU PAM EN MATIÈRE D'APPUI À L'ALIMENTATION SCOLAIRE

8. En septembre 2000, une Unité d'appui à l'alimentation scolaire composée de deux fonctionnaires du cadre organique a été créée au sein de la Division des stratégies et des politiques. Le détail des activités de cette unité figure ci-après.

Enquête mondiale sur les programmes nationaux d'alimentation scolaire

9. De mai 2001 à avril 2002, le PAM a collecté des données sur les programmes nationaux d'alimentation scolaire et des informations connexes dans 153 pays. Le PAM a recruté 69 jeunes diplômés d'université du monde entier —soit 44 nationalités— en qualité d'"associés chargés des enquêtes et des activités de plaidoyer". Ces associés se sont rendus dans plus de 140 pays pour mener l'enquête en personne et ont effectué 13 enquêtes



supplémentaires sans visiter les pays concernés. À présent que leur travail d'enquête est terminé, les associés continuent de mener des activités de plaidoyer en faveur de l'alimentation scolaire.

10. Les résultats des enquêtes ont été saisis dans une base de données qui est accessible sur le site web du PAM. Pour connaître ces résultats, il faut suivre la séquence: www.wfp.org – "About WFP" – "School Feeding" – "Survey". Le PAM s'emploie actuellement à élaborer des outils d'interrogation de base de données qui faciliteront l'agrégation des données, les comparaisons et l'élaboration de rapports.

Enquêtes de référence

11. Le PAM a élaboré une enquête de référence normalisée et l'a conduite dans chacun des 23 pays qui ont reçu en 2001 une part de la contribution américaine. Les indicateurs et les questionnaires de cette enquête ont été élaborés en collaboration avec le projet d'assistance technique pour l'alimentation et la nutrition (FANTA) et l'UNESCO en particulier. L'enquête a été réalisée à titre pilote en El Salvador et en Ouganda en août 2001, puis dans les 23 pays de septembre 2001 à janvier 2002. Il a été rempli à la main 4 004 questionnaires, et des contrôles de qualité ont été opérés dans les bureaux de pays et les bureaux régionaux. Les questionnaires ont ensuite été transmis au siège du PAM pour saisie et analyse préliminaire des données. Une base de données centrale a été établie où ont été saisies toutes les informations. Le premier rapport sur l'enquête de référence sur l'alimentation scolaire, contenant des informations de base pour les 23 pays, a été achevé en avril 2002.
12. Comme l'enquête de référence a été menée surtout dans des écoles où le PAM menait des opérations d'alimentation scolaire et comme les données rassemblées portent sur une période de quatre ans (1998–2001), l'enquête fournit des informations qui confirment à bien des égards les résultats positifs donnés par les activités d'alimentation scolaire. Elle soulève également de nouvelles questions qui devront être analysées plus avant. Pour cette raison, et en raison de la richesse des données et des capacités limitées du PAM de pousser l'analyse plus loin, d'autres institutions ont été invitées à coopérer à la suite de l'analyse. Ainsi, *Tufts University* a détaché un étudiant du troisième cycle auprès du PAM pour poursuivre l'analyse, et des discussions se poursuivent avec la Banque mondiale, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) et d'autres organisations pour mobiliser une collaboration semblable.
13. Sur la base des enseignements retirés de l'expérience préliminaire acquise dans les 23 pays en question, le PAM a entrepris d'affiner les outils d'enquête et d'automatiser et de décentraliser davantage les futures activités d'enquête et d'évaluation. Les nouveaux outils sont prêts à être mis à l'essai et à être utilisés. L'enquête de référence devrait être entreprise dans les 34 autres pays qui reçoivent un appui du PAM sous forme de programme d'alimentation scolaire.

Durabilité

14. En 2001, l'Unité d'appui à l'alimentation scolaire a entrepris une étude interne de la documentation disponible concernant les opérations dans le cadre desquelles le PAM avait fourni un appui à l'alimentation scolaire puis mis fin à cette assistance. Cette étude a été complétée par des analyses de la situation actuelle au Brésil, au Cap-Vert, à la Jamaïque, au Paraguay et au Swaziland. Les rapports de ces analyses sont résumés dans la publication du PAM intitulée "*Global School Feeding Report 2002*" et pourront bientôt être consultés sur la page "*School Feeding*" du site web du PAM.



15. Au début de 2002, une équipe du PAM s'est rendue au Japon pour étudier l'évolution des programmes japonais d'alimentation scolaire. L'étude a porté principalement sur la question de savoir comment le Japon avait opéré la transition et, après avoir reçu une assistance extérieure pour une opération d'alimentation scolaire d'urgence après la guerre, était devenu un pays dont les opérations d'alimentation scolaire étaient parmi les plus vastes et les mieux financées qui soient au monde.

Études spéciales

16. Certaines questions liées à l'alimentation scolaire appellent des études et des analyses à plus longue échéance que le PAM n'a pas la capacité d'entreprendre. L'Université des Nations Unies (UNU) a été invitée à travailler avec le PAM à l'identification des thèmes des recherches et à la conception et à la réalisation des études connexes. L'an dernier, le PAM a convoqué à Londres une réunion des parties prenantes pour discuter des priorités en matière de recherche. Cette réunion, qui a été facilitée par l'UNU, a rassemblé des représentants des pays donateurs et des pays bénéficiaires, d'ONG internationales et de la Banque mondiale.
17. Les trois thèmes sélectionnés sont les suivants: i) qu'est-ce que la faim pour les enfants d'âge scolaire et comment peut-elle être évaluée avec précision? ii) Quels sont les problèmes de nutrition auxquels peut remédier une alimentation scolaire et comment les programmes d'alimentation scolaire devraient-ils être ciblés pour les résoudre? iii) Les attitudes de la collectivité et des parents ont-elles changé depuis que plus de filles fréquentent l'école et, dans l'affirmative, comment? Une autre réunion doit se tenir à la fin du mois en cours à Copenhague. Accueillie par le Gouvernement danois et le PAM et organisée avec l'assistance de l'Université des Nations Unies, cette réunion rassemblera des parties prenantes et des experts spécialisés dans les thèmes sélectionnés.

Une nouvelle méthode de suivi

18. En 2001, le PAM a mis à l'essai une nouvelle méthode de suivi utilisant la transmission de données par satellite. Cette méthode nécessite des appareils spéciaux installés dans les écoles. Les enseignants ou autres membres de l'encadrement scolaire y saisissent les données les plus importantes du suivi de l'alimentation scolaire qui sont ensuite transmises chaque mois par satellite par le système Argos. Les données sont collectées au Collecte Localisation Satellite (CLS), le centre principal de rassemblement des données situé en France. Ces données sont ensuite mises à la disposition des gouvernements participant au programme par l'intermédiaire d'un site web, par courrier électronique ou par copie papier, selon qu'il convient. Seuls peuvent avoir accès aux données spécifiques à un pays les utilisateurs ayant reçu l'autorisation du gouvernement de ce pays et munis d'un code d'accès.
19. Après consultation avec les pouvoirs publics concernés, les appareils ont été mis à l'essai dans 11 pays bénéficiant d'un programme d'alimentation scolaire mis en oeuvre par le PAM: Colombie, Côte d'Ivoire, Ghana, Honduras, Mali, Mozambique, Nicaragua, Pérou, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie et Tchad. Les réactions ont dans l'ensemble été tout à fait positives; seules quelques modifications mineures ont été proposées.
20. Après examen des résultats de cette phase d'essai par le PAM, celui-ci a décidé d'allonger l'expérience pilote afin: i) de tester le système sur une plus grande échelle et sur une plus longue période afin d'évaluer les coûts réels et les aspects techniques; et ii) d'obtenir des données mensuelles utilisables provenant d'un échantillon correct d'écoles situées dans deux pays au moins, avant la fin de 2002.



21. Le Gouvernement français a donné des fonds pour financer la mise à l'essai de ce nouveau système.

Lutte contre les parasites intestinaux

22. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le PAM, avec l'appui de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et de la Banque mondiale, ont collaboré pour traiter des millions d'écoliers contre les parasites intestinaux dans le cadre des programmes d'alimentation scolaire du PAM. Vingt et un pays africains ont participé à trois ateliers sur la mise en oeuvre de traitements de déparasitage, lesquels se sont tenus en Ouganda et en Côte d'Ivoire en avril et décembre 2001 respectivement. À cette occasion, des représentants des Ministères de la santé et de l'éducation de ces 21 pays ont reçu une formation et une assistance pour préparer les stratégies d'exécution dans leurs pays.
23. Une fois le plan de chaque pays approuvé par l'OMS et le PAM, un montant maximum de 50 000 dollars provenant d'un don de l'ACDI au PAM a été alloué pour financer la phase pilote du programme de traitement. Des programmes de déparasitage sont désormais en cours dans plusieurs pays ayant participé au premier atelier. Ceux qui ont assisté aux ateliers plus récents ont maintenant reçu le feu vert et le financement nécessaire et préparent le lancement des activités.
24. La plupart des gouvernements participants seront probablement à même de financer le traitement grâce à d'autres sources, notamment les ressources affectées aux activités de santé scolaires dans le cadre des dons et prêts à l'éducation de la Banque mondiale.
25. En avril 2002, la deuxième réunion des Partenaires de la lutte contre les parasites (PPC) s'est tenue au PAM. Cette alliance des parties concernées, placée sous l'égide de l'OMS, a pour objectif d'améliorer la collaboration et d'accroître les ressources afin d'intensifier la lutte contre les parasites intestinaux et autres dans le monde entier.

COLLABORATION INTERORGANISATIONS ET ACTIONS DE PARTENARIAT

26. En 2000 et 2001, dans le cadre de la campagne mondiale pour l'alimentation scolaire, le PAM a travaillé avec l'UNESCO, la Banque mondiale, l'UNICEF, l'Université des Nations Unies, l'OMS, la FAO, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, les services concernés de plusieurs pays donateurs (le Centre national d'études spatiales de la France, le Service de l'alimentation et de la nutrition du Département de l'agriculture des États-Unis, et le Ministère japonais de l'éducation, de la culture, des sports, des sciences et de la technologie), plusieurs universités, des ONG intéressées, des entités du secteur privé et des fondations.
27. La Banque mondiale collabore avec le PAM et l'OMS à l'appui des activités de déparasitage et d'apport de suppléments en fer menées en Afrique. Le PAM et la Banque mondiale étudient d'autres possibilités de coopération, notamment dans les domaines suivants: collecte et analyse des données; repas à l'école et rations à emporter pour les orphelins du VIH/SIDA et de la guerre; infrastructure scolaire; et santé et nutrition infantiles. L'OMS et le PAM collaborent avec d'autres institutions à la mise en oeuvre d'activités de déparasitage.
28. L'UNICEF, qui est un partenaire de choix du PAM, a détaché un de ses fonctionnaires auprès de l'Unité d'appui à l'alimentation scolaire du PAM pour une durée de 12 mois, concrétisant ainsi la coopération entre les deux organisations. L'intéressé a pris ses fonctions en avril 2002.



29. Le PAM a accru sa collaboration avec les ONG internationales et locales. Outre les consultations et accords pratiques normaux, la crise d'urgence en Afghanistan a suscité une série de consultations et un partenariat pour l'alimentation scolaire qui pourrait servir de modèle dans d'autres pays. En décembre, le PAM a accueilli une réunion à Islamabad qui rassemblait des organismes et des ONG intervenant dans le domaine de l'éducation en Afghanistan ou dans le domaine de l'éducation des réfugiés afghans au Pakistan. Les débats ont essentiellement porté sur la manière dont l'aide alimentaire pouvait être utilisée pour favoriser l'éducation en Afghanistan dans le cadre d'une nouvelle opération d'urgence. Une deuxième réunion a été organisée pour discuter comment établir des partenariats pour l'exécution de l'opération. Des représentants du Ministère de l'éducation de l'Autorité provisoire afghane ont participé à cette réunion, ainsi que 45 autres représentants d'ONG locales et internationales et d'organismes intéressés. Ce processus consultatif se poursuit maintenant au niveau des districts pendant la mise en oeuvre de l'opération.
30. Lors de la consultation annuelle PAM/ONG qui s'est tenue en octobre 2001, le PAM a invité les participants à exprimer leur avis sur les priorités fixées lors de la Réunion des parties prenantes et les a engagés à participer activement aux études qui seraient effectuées ultérieurement. Le PAM a également invité les ONG à participer aux examens des stratégies de retrait des programmes d'alimentation scolaire, aux essais des appareils Argos et aux activités d'alimentation scolaire liées à la lutte contre le VIH/SIDA.

